



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bundesamt für Energie BFE
Office fédéral de l'énergie OFEN
Ufficio federale dell'energia UFE
Swiss Federal Office of Energy SFOE

Directive relative à la sécurité des ouvrages d'accumulation Partie E: Plan en cas d'urgence Le règlement en cas d'urgence en tant que base de la planification pour les cas d'urgence



Alexandra Beckstein

Office fédéral de l'énergie OFEN
Section Surveillance des barrages
Mühlestrasse 4, 3063 Ittigen
Tél. +41 31 322 76 89
Fax +41 31 323 25 00
alexandra.beckstein@bfe.admin.ch
www.bfe.admin.ch

Ittigen, le 9 mars 2016



Contenu

1. Délimitation par rapport au règlement de surveillance et au règlement de manœuvre des vannes
2. Contenus du règlement en cas d'urgence
3. Processus d'élaboration du règlement en cas d'urgence
4. Exceptions pour les ouvrages servant à la protection contre les dangers naturels et les ouvrages mobiles
5. Du dossier d'engagement d'avant 2013 au règlement en cas d'urgence complet selon la partie E de la directive



1. Délimitation par rapport au règlement de surveillance et au règlement de manoeuvre des vannes

Ce que le règlement en cas d'urgence N'EST PAS:

- un règlement pour l'exploitation normale



Ouvrages d'accumulation de Fionnay,

Manifestation spécialisée en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du règlement en cas d'urgence conformément à la partie E de la directive relative à la sécurité des ouvrages d'accumulation: plan en cas d'urgence, responsabilités de l'exploitant, 9 mars 2016, Alexandra Beckstein, Office fédéral de l'énergie



1. Délimitation par rapport au règlement de surveillance et au règlement de manoeuvre des vannes

Le règlement en cas d'urgence EST:

- un règlement pour le cas où la sécurité de l'exploitation n'est plus garantie
- le plan en cas d'urgence consigné par écrit



Malpasset (France), défaillance
au niveau de la fondation lors
de la première mise en eau



Teton Damm (Etats-Unis)
Erosion interne



Palaneda, TI
Montée du plan d'eau en raison
d'un embâcle par des bois flottants



Shih-Kang Damm (Taïwan)
Séisme

Manifestation spécialisée en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du règlement en cas d'urgence conformément à la partie E de la directive relative à la sécurité des ouvrages d'accumulation: plan en cas d'urgence, responsabilités de l'exploitant, 9 mars 2016, Alexandra Beckstein, Office fédéral de l'énergie



2. Contenus du règlement en cas d'urgence

Art. 25 OSOA – Dispositions pour les cas d'urgence

Le règlement en cas d'urgence comprend notamment les documents suivants:

- | | |
|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. Carte d'inondation | = indique les zones qui seraient probablement inondées en cas de rupture soudaine
Base de l'élaboration des plans d'évacuation (par la protection de la population) |
| 2. Analyse des dangers | = analyse des facteurs pouvant fortement perturber la maîtrise d'un cas d'urgence |
| 3. Stratégie d'urgence | = définition des mesures à prendre en cas de situation de danger |
| 4. Organisation d'urgence | = document qui décrit les fonctions des personnes responsables et le déroulement de la mise en alerte |
| 5. Dossier d'engagement | = dossier pour l'engagement en cas d'urgence
Base de la planification de l'engagement de tous les organes de la protection de la population |



3. Processus d'élaboration du règlement en cas d'urgence

- L'exploitant établit le règlement en cas d'urgence, en partie en coopération avec la protection de la population cantonale et l'OFPP
- L'autorité de surveillance approuve le règlement après prise de position de l'OFPP (installation des dispositifs d'alarme) et de l'organe cantonal de la protection de la population (communication)
- L'autorité de surveillance transmet une copie des cartes d'inondation et du dossier d'engagement aux organes cantonaux de la protection de la population concernés et à la CENAL



4. Exceptions dans la législation

Règlement en cas d'urgence des ouvrages d'accumulation servant à la protection contre les dangers naturels

Les mesures doivent être intégrées dans la planification de l'engagement du canton pour les événements relevant des dangers naturels.

Aucune organisation d'urgence propre à l'ouvrage d'accumulation n'est alors formée.

Règlement en cas d'urgence des ouvrages mobiles

Les vagues générées par la rupture d'un ouvrage mobile restent, en règle générale, en grand partie confinées dans le lit du cours d'eau.

Si c'est le cas, l'autorité de surveillance adapte les recommandations de la partie E de la directive aux conditions qui prévalent au site.

Ceci concerne aussi bien les composants d'un éventuel dispositif d'alarme-eau à installer que le contenu et la structure du règlement en cas d'urgence.



5. Du dossier d'engagement d'avant 2013 au règlement en cas d'urgence actuel

- Carte d'inondation: ✓ disponible
- Analyse des dangers: ✓ non disponible
- Stratégie d'urgence: ✓ disponible, besoin d'adaptation des niveaux de danger
- Organisation d'urgence: ✓ disponible
- Dossier d'engagement: ✓ disponible, besoin d'adaptation aux nouveaux déroulements de l'alarme

Contrôle général impératif de la validité des données contenues dans l'ancien «dossier d'engagement»

Ancienne terminologie: dossier d'engagement

Nouvelle terminologie: règlement en cas d'urgence; celui-ci contient davantage que le dossier d'engagement initial



Je vous souhaite plein succès dans la mise en œuvre!
Vous pouvez compter sur notre soutien.



Manifestation spécialisée en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du règlement en cas d'urgence conformément à la partie E de la directive relative à la sécurité des ouvrages d'accumulation: plan en cas d'urgence, responsabilités de l'exploitant, 9 mars 2016, Alexandra Beckstein, Office fédéral de l'énergie